LES VALEURS SOUS-JACENTES À LA JOUTE POLITIQUE : DE LA CONCILIATION RAISONNABLE AU COMBAT FINAL ET DÉSESPÉRÉ

GÉRARD BOISMENU

G. Boismenu,
« Les valeurs sous-jacentes à la joute politique : de la conciliation
raisonnable au combat final et désespéré »,
dans J. Trent et R. Young (dir.),
*Québec-Canada, What is Path Ahead – Nouveaux sentiers
vers l'avenir*, Presses de l'Université d'Ottawa, 1996, p. 107-115.

LES VALEURS SOUS-JACENTES À LA JOUTE POLITIQUE : DE LA CONCILIATION RAISONNABLE AU COMBAT FINAL ET DÉSESPÉRÉ

Nous sommes au Canada dans une période où les certitudes et les assurances sont peu nombreuses. Il est donc extrêmement difficile de ne pas être spéculatif. Mais en même temps, je crois qu'il faut chercher à analyser certains enjeux, mais aussi à apporter un éclairage qui tienne compte moins de préoccupations partisans que de principes éthiques sur la vie politique.

En ce sens, je ne voudrais pas faire un relevé des sondages, mais plutôt indiquer certaines voies qui suivent une démarche privilégiant la conciliation raisonnable. J'utilise le mot conciliation au sens d'un arrangement ou d'une entente fondés sur des principes raisonnables, même si ces principes ne semblent pas *a priori* correspondre aux intérêts spontanés ou privilégiés dans un contexte d'absence de contraintes particulières. Ce que j'évoquerai comme conciliation raisonnable retient le principe du respect de la démocratie représentative et de la primauté du débat public qui, bien que vigoureux et dur, reste policé.

Je dirais tout de suite que, mis à part les obstacles à leur réalisation, cette conciliation raisonnable devrait nous amener à considérer deux hypothèses aux fins d'illustration. D'abord, une réforme constitutionnelle qui répond à certaines valeurs véhiculées par les revendications québécoises depuis trois décennies. Ensuite, une négociation rapide retenant le principe de la souveraineté du Québec.

Je dois dire qu'il me semble que plus nous nous éloignons de ce genre d'hypothèses, plus nous entrons dans une dynamique politique dans laquelle, même drapés dans un formalisme juridique classique, les instigateurs seraient tentés par des coups de force institutionnels ou des actions politico-militaires, et, en ce sens, plus il y a alors danger de dérapage vers des principes d'action éloignés des règles actuelles dans notre arène politique.

Le prolongement de la situation actuelle ne semble pas souhaitable. D'ailleurs, ce n'est pas tant la situation qui est actuelle que la perpétuation d'une situation difficile qui dure depuis une trentaine d'années, sinon davantage. Si on devait procéder à un changement, ce serait peut-être dans la perspective d'apporter une forme d'arrangement rendant possible ce qui pourrait être considéré par les partenaires comme un pacte social durable devenant un acte fondateur au plan de la symbolique.

ÊTRE CAPABLE D'UN GESTE DRAMATIQUE

La première hypothèse se situe dans le cadre du fédéralisme canadien, mais modifiant évidemment son fonctionnement. Faisons abstraction, un moment, des contraintes du Canada hors-Québec. On peut se dire, en allant assez vite, que, compte tenu du fait que le gouvernement du Québec est souverainiste, rien ne pourrait les satisfaire. Mais en même temps, si on va plus loin dans le raisonnement, il est assez évident qu'une proposition substantielle répondant à plusieurs principes mis de l'avant antérieurement par les gouvernements du Québec et suscitant un débat public d'intérêt pourrait mettre le gouvernement du Québec sur la défensive et l'amener à s'en saisir.

Là-dessus, il ne faut pas oublier certains éléments. Contrairement à Robert Bourassa, Lucien Bouchard n'est pas condamné à trouver une issue à l'intérieur du fédéralisme canadien. Dans le contexte actuel, contrairement à Robert Bourassa, il n'a pas le dos au mur. Toutes tractations visant à des concessions de formes ou à des concessions symboliques me semblent condamnées. Certains principes devraient être au cœur de la proposition.

À ce sujet, il faut rappeler que le *Canada Bill* incarne une pensée qui s'était donnée pour mission de vaincre les revendications nationales québécoises en invalidant leurs principes mêmes. À la négation de la nation, par l'intermédiaire à la fois du citoyen et du multiculturalisme, et au règne des droits individuels, s'ajoute une érosion de la souveraineté politique du lieu d'exercice du pouvoir qui recoupe le territoire et la population de la communauté nationale québécoise.

Mais il y a des aspects plus proprement politiques que l'on se doit de mentionner. Historiquement, l'adhésion du Québec au régime fédératif canadien a été accompagnée de mythes fondateurs qui ont nourri l'imaginaire et le système de représentations politiques. Parmi ces mythes, la notion de pacte entre nations, comprenant à la fois une connotation politique et une connotation constitutionnelle, a occupé une place centrale. Fondé ou non en droit, le mythe du pacte associé au veto n'en était pas moins utile politiquement. Avec l'imposition du *Canada Bill*, ce mythe s'est évanoui. L'imagerie constitutionnelle au Québec, qui en a souffert, est appelée à se reconstituer. À l'opposé, pour le Canada hors-Québec, le *Canada Bill* compose une pièce majeure dans l'élaboration d'une imagerie constitutionnelle renouvelée en suscitant une adhésion qui n'est pas sans connotation mythique.

La défaite politique pour le Québec devenait lourde de sens dans la mesure où elle devait changer durablement et significativement la dynamique constitutionnelle et les conditions de révisions ultérieures. Avec une réforme réfractaire aux revendications québécoises s'appuyant sur le fait national, on établissait un arbitrage qui ne pouvait accueillir cette dimension qu'au prix d'une modification substantielle, et non par seul ajout; de ce fait, on rendait extrêmement problématique toute tentative de redressement. L'épisode de l'Accord du Lac Meech l'a bien montré.

En l'absence de gestes dramatiques, voire décisifs, la situation apparaît sans issue. Or, quelle serait la proposition qui pourrait rallier l'opinion publique et ébranler les certitudes du gouvernement actuel du Québec? Elle devrait réunir trois grandes caractéristiques : d'abord, la reconnaissance de la communauté nationale québécoise (ou du peuple) comme principe fondamental dans le fonctionnement du fédéralisme

canadien ; ensuite, dans le cadre d'une compréhension de la nation au sens territorial et civique du terme, la reconnaissance des institutions étatiques comme acteur de premier plan dans le développement et l'épanouissement de cette communauté ; enfin, une prépondérance législative provinciale, assurée par le biais de compétences concurrentes ou partagées, en matière linguistique et culturelle, mais aussi pour le développement régional, la protection sociale, la formation de la main-d'œuvre et l'immigration.

Pour apparaître sérieuse et crédible politiquement, une telle proposition devrait avoir une présomption de succès au Canada hors-Québec et ses tenants devraient éviter de tenter de contourner ou de supplanter le gouvernement du Québec comme interlocuteur, par un recours unilatéral à une consultation populaire.

Cette perspective générale est sans doute à plusieurs années-lumière de ce qui est considéré comme possible ou même spontanément désirable du point de vue du Canada hors-Québec. Elle heurte assurément le système dominant de représentations politiques dans le Canada hors-Québec, tant pour ce qui est de la conception et de l'auto-désignation de la réalité nationale au Canada que pour les conditions institutionnelles et constitutionnelles qui en découlent. Cela nécessiterait un certain travail de déconstruction des certitudes trudeauistes, travail qui a encore peu d'adeptes. Mais n'est-ce pas là le geste dramatique ou décisif que je viens d'évoquer ?

SE RÉSOUDRE À NÉGOCIER LA SOUVERAINETÉ

D'un autre côté, devant l'incapacité de proposer un pacte social acceptable à la fois au Québec et au Canada hors-Québec, il y aurait peut-être à considérer l'éventualité d'une négociation fondée sur la souveraineté du Québec. Cette hypothèse ne pourrait découler que de cette incapacité, mais d'abord de facteurs aggravants se combinant à cette dernière et qui motiveraient la démarche. On peut ici considérer quatre facteurs.

D'abord, le résultat du référendum du 30 octobre 1995 n'est sans doute pas un accident. À trop vouloir dire que les gens ont voté OUI par méprise, on s'empêche de situer les choses dans leur

véritable perspective. Je ne veux pas entrer dans ce débat mal engagé, mais il importe de considérer que la majorité absolue des voix a été quasiment atteinte, que l'appui à la souveraineté s'est accru depuis le référendum, que le vieillissement de la population ne joue pas en défaveur de la souveraineté, que l'incapacité de formuler des propositions satisfaisantes ne peut que confirmer les positions prises et même élargir l'appui à la souveraineté, etc. À moins de penser que la population a fait preuve d'une étourderie momentanée, il y a là un signe majeur dont le gouvernement fédéral ne peut sous-estimer l'ampleur, à moins de se bercer d'illusions.

Ensuite, si l'appui populaire au nouveau chef du gouvernement du Québec se maintient en dépit des politiques budgétaires restrictives, il est loisible de penser que, face à un personnel politique inchangé à la tête du Parti libéral du Canada et du Parti libéral du Québec, la possibilité pour le gouvernement péquiste de gagner tour à tour des élections législatives et un référendum devient forte. Évidemment, cela mérite une observation attentive de la scène politique au cours des prochains mois.

En plus, des prévisions favorables à la souveraineté auraient des retombées, bien avant le résultat définitif, sur l'évolution du climat économique dans son ensemble. Le milieu des affaires manifeste à juste titre un agacement à ce propos, car s'il y a des coûts que traduit la diminution de la croissance des activités économiques, cela touche à la fois le Canada et le Québec. L'allongement de la période au cours de laquelle les choses ne sont pas jouées semble aussi devoir entraîner le Canada dans une certaine déliquescence de son tissu social et économique, alors qu'une évolution maîtrisée à la suite de négociations apparaît sans doute plus souhaitable.

Enfin, la période d'entre-deux séparant les rendez-vous référendaires est susceptible, et déjà on le voit aisément, de donner lieu à un foisonnement d'interventions publiques, de mouvements d'opinion, d'alternatives politico-constitutionnelles qui profiteront des hésitations ou de l'inaction gouvernementales. En ce sens, plusieurs positions radicales sont susceptibles d'émerger, de frapper l'imagination et d'avoir même un effet d'entraînement. Nous ne sommes pas à

l'abri de dérapages politiques inspirés de positions intransigeantes et de principes d'action ayant pour effet de cristalliser l'antagonisme des positions et d'exacerber les conflits. Le danger que représente la perte de maîtrise du gouvernement sur l'évolution des mouvements d'opinion ou l'incapacité d'endiguer les actions à entreprendre peut l'inciter à ne pas laisser la joute politique lui échapper.

À partir du moment où l'intérêt raisonnable des acteurs réside dans le maintien de la capacité de contrôler la voie par laquelle les changements peuvent être apportés, il y a, avec ces facteurs, un intérêt véritable à considérer une négociation partant de la souveraineté du Québec et considérant des modes, plus ou moins poussés, de reconnaissance, voire d'institutionnalisation des relations socio-économiques assez étroites. Il ne m'appartient pas de définir le contenu d'une telle négociation; on se rappellera que Robert Young avait examiné attentivement cette question, mais après un référendum. Cette négociation aurait pour objet de procéder avec célérité, de maîtriser les mécanismes de transition et de dégager des arrangements comprenant éventuellement des concessions mutuelles sur les plans économiques, politiques ou autres.

MANQUE D'OUVERTURE OU OBSTINATION

Il n'est pas certain que les gouvernements puissent faire preuve d'une vision raisonnable guidée par le volontarisme. C'est placé au centre de facteurs divers et de contraintes, et cherchant à éviter certaines situations non désirables, qu'ils peuvent être conduits vers cette avenue. À l'heure actuelle, il est difficile d'imaginer que le gouvernement Chrétien puisse avoir assez d'ouverture pour se résoudre à considérer l'une ou l'autre de ces hypothèses. En eût-il les moyens, il ne nourrit aucune ambition dans ce sens.

Ce qui a été annoncé par le gouvernement Chrétien à ce jour concernant les modifications du fédéralisme semble tout à fait contre-productif. Au Québec, cela est reçu par une froide indifférence ou avec un certain embarras de la part de ses alliés objectifs. Au Canada hors-Québec, on perçoit une improvisation politique porteuse d'effets pervers pour l'avenir, sans que l'on puisse voir les gains politiques à

l'égard de la question québécoise. En fait, le tout est conçu dans un traitement superficiel qui élude les questions de fond, et dominé par les préoccupations politiciennes et de propagande élémentaire, du genre : moi, Jean Chrétien, j'aurai fait reconnaître le veto et la société distincte à l'encontre de la volonté des souverainistes.

L'histoire du contentieux constitutionnel et la saga des révisions ratées ont produit une certaine pédagogie constitutionnelle au sein de la population du Québec. Cela ne veut pas dire que la population a gagné en sagesse sur la question ni qu'elle a des connaissances fines à ce sujet, mais plutôt qu'elle a acquis des repères instinctifs et une représentation symbolique de ces questions. Quelle que soit l'appréciation que l'on en fasse, les gens comprennent aisément qu'une loi du Parlement est peu de choses eu égard à des modifications constitutionnelles.

Quant au droit de veto non constitutionnalisé, pour peu qu'il ait un impact, il devient assez évident que, sur le plan constitutionnel, rien ne changera plus au Canada. Cela apparaît comme une ode à l'honneur du *statu quo*. Cela donne au Québec la possibilité d'être garant de ce *statu quo*, une fois que la constitution a été modifiée significativement sans son consentement en 1981-1982.

Enfin, la société distincte n'est sans doute pas qu'un gadget que l'on utilise pour épater la galerie. Lors de son travail d'opposition plus ou moins souterrain à l'Accord du Lac Meech, Jean Chrétien affirmait, dans une logique imparable : ou la société distincte veut dire quelque chose, et on ment alors aux Canadiens, ou elle ne veut rien dire, et on ment alors aux Québécois. C'est une notion qui, dès l'origine, a joué un rôle énigmatique, d'où les interrogations suscitées au Québec même. Robert Bourassa avait utilisé cette expression comme substitut imprécis à la notion de peuple ou de communauté nationale, au sens civique et territorial du terme. Plusieurs avaient reproché à cette expression son imprécision et la considéraient comme dangereuse. Des arguments du type : si le Canada ne sait pas ce que ça signifie, nous on le sait, suscitaient la perplexité chez plusieurs commentateurs. C'est l'opposition du Canada hors-Québec à cette clause qui a suscité un ralliement autour de la notion. L'Accord de Charlottetown qui définissait la notion restrictivement a été rejeté au

Québec et cela représentait l'une des restrictions qui faisaient l'objet de critiques. Tout cela pour dire qu'une notion de société distincte, qui ne se rapproche pas de la notion de peuple et dont le sens n'est pas formellement associé aux institutions étatiques québécoises, est sans intérêt pour faire avancer les choses. La population ne tient pas à un vocable vide de sens.

Cela fait en sorte que les fédéralistes québécois sont dans de nombreux cas gênés par cette opération et préféreraient ne pas avoir à se commettre à ce sujet. Certains diront sans conviction qu'il faut prendre ce qui passe — c'est toujours un pas dans la bonne direction —, mais rares sont ceux qui vont monter au créneau pour cette manœuvre fédérale.

Rien dans ces initiatives n'est en mesure de mettre sur la défensive le gouvernement du Québec, il s'en faut de beaucoup. Il peut se permettre, sans s'en expliquer outre mesure, l'indifférence tranquille qu'il a affichée jusqu'à maintenant. Les observateurs politiques sont d'ailleurs plutôt critiques à l'égard d'une certaine gaucherie qu'ils perçoivent dans l'opération fédérale.

PRIORITÉ À L'ARGUMENT D'AUTORITÉ ET À L'AFFRONTMENT DÉCISIF

Le gouvernement Chrétien ne se fait sans doute pas d'illusions à ce sujet. Ses préoccupations sont largement politiciennes et visent à montrer qu'il a vu à respecter ses engagements référendaires. Que ceux-ci ne rencontrent pas les préoccupations de ses propres alliés semble peu le toucher. Connaissant d'ailleurs les limites de l'opération, il double sa démarche de la revendication d'une autorité institutionnelle en mesure de mater les récalcitrants. L'évocation directe de l'usage du droit de désaveu et de l'interdiction d'un autre référendum qui ne lui conviendrait pas veut signifier qu'il ne saurait accepter un autre exercice référendaire. Le message peut être décodé de cette façon par les Québécois : faute de pouvoir répondre à vos exigences, je vous interdis de tenir un référendum que je perdrais.

Cette manœuvre est certainement délicate. Mis à part le fait que la participation du gouvernement fédéral aux référendums de 1980 et de 1995 a donné une légitimité politique à l'exercice et que ce dernier se tient selon des règles de très hauts standards démocratiques, il reste que ces prétentions nous mènent sur un terrain miné. L'argument juridico-institutionnel est une digression dans la mesure où ce qui est posé, c'est essentiellement un enjeu politique qui ne peut trouver une solution que sur le terrain politique. Les arguments d'autorité, de juridisme et de pouvoirs d'exception peuvent en effet créer l'illusion d'une force bien établie, mais aux assises extrêmement fragiles. Face au peuple québécois qui est respectueux des règles du jeu démocratique et face à la communauté internationale, je vois mal comment le gouvernement du Québec serait empêché de procéder.

Toute cette question frappe-t-elle l'imagination? Pour le public québécois, ces rodomontades sont perçues davantage comme un écran tentant de dissimuler l'incapacité d'agir et semblent s'adresser surtout à une opinion au Canada hors-Québec qui veut être rassurée. Que le gouvernement Chrétien soit sérieux ou non dans sa volonté d'en découdre avec le gouvernement du Québec sur ce terrain, on peut se demander si la manœuvre est féconde. À ce jour, l'impact dans l'opinion publique québécoise et dans les débats publics apparaît marginal. Pour les observateurs, commentateurs et journalistes, on considère globalement que le gouvernement Chrétien se trompe de cible et que la réponse n'est pas adaptée à la question posée. La logique fédérale est finalement la suivante : qu'il y ait ou non réponse à ses revendications, on verra à bloquer la démarche du Québec vers la souveraineté par quelque moyen que ce soit. L'opinion publique semble à ce jour peu réagir à cette logique ; elle y serait sensible, qu'il n'est pas assuré que ce soit dans le sens visé par le gouvernement Chrétien. En effet, si le « terrorisme économique » pratiqué durant la campagne référendaire a eu un impact limité, voire à un certain moment contre-productif, on peut croire qu'il pourrait en être de même pour la menace politique. Plus encore : la menace politique peut provoquer une réaction émotive contraire aux attentes, une réaction inspirée certes par la fierté nationale, mais menant irrémédiablement vers un fort sentiment de rejet du Canada, alors qu'aujourd'hui le mouvement souverainiste

s'appuie davantage sur une volonté d'affirmation politique que sur une animosité à l'égard du Canada hors-Québec.

UNE INVITATION AU RADICALISME POLITIQUE

L'attitude du gouvernement Chrétien est dangereuse, dans la mesure où elle a pour particularité d'alimenter, de relayer, de susciter le discours radical contre l'accession à la souveraineté du Québec. Ce discours fédéral constitue une invitation pour plusieurs groupes à occuper une plus grande place sur la scène publique et contribue à attiser un discours qui mise sur une déclaration d'illégalité du recours référendaire, sur la menace de partition territoriale, sur le refus du verdict référendaire et sur un esprit revanchard et de rétorsion. Cette attitude radicale (voire intolérante), supportée par certains groupes, relayée largement par la presse et les commentateurs surtout hors-Québec et qui reste nettement minoritaire au Québec chez les non-francophones (à ce qu'il semble), aiguise les antagonismes et suscite l'escalade. Il est étonnant que, parmi les acteurs politiques au Canada, l'on n'ait pas le réflexe de marginaliser et même d'isoler ces ténors. En tout état de cause, ce discours « ultra » fait dévier le débat et peut l'amener sur un terrain dangereux pour la poursuite du jeu démocratique.

En entretenant une complicité objective avec ce discours « ultra », le gouvernement fédéral joue avec une matière explosive qu'il n'est sans doute pas certain de contrôler. Il permet, l'exemple venant de haut, de faire monter les enchères avec un dilemme du genre : ou les gouvernements au Canada dans leur ensemble acquiescent à l'unanimité à votre indépendance, ou c'est la révolution. À ce jour, la confrontation n'a pas eu lieu, car ces éclats de voix ou ces excès ont été accueillis par une calme indifférence du côté francophone. Mais la situation n'est pas statique. Une dynamique tout autre, dominée par les passions et conduisant à une logique de coup de force et de violence, pourrait bien être impulsée malgré qu'elle ait été jusqu'à maintenant bannie par les principales organisations et les leaders majeurs du mouvement souverainiste.

Parmi la communauté anglophone du Québec, plusieurs perçoivent très bien le caractère périlleux de la manœuvre. Le journal *The Gazette*

et plusieurs intellectuels ou représentants politiques fédéralistes se sont démarqués de cette approche, tantôt en émettant de sérieuses réserves sur la démarche, tantôt en critiquant nettement les principes qui la sous-tendent. Ils comprennent bien, comme citoyens du Québec, qu'une logique de combat décisif où toutes les actions sont permises, y compris la contestation de la légitimité démocratique, de la légalité du processus et de l'intégrité territoriale, et qui flirte avec les arguments politico-militaires, constitue une politique du pire et ne peut servir leurs intérêts.

La classe politique à Ottawa ainsi que les leaders d'opinion ont à définir les paramètres dans lesquels ils veulent livrer ce combat politique et le terrain privilégié, sachant qu'ils vont, en contrepartie, provoquer une dynamique et des actions similaires du côté de leurs adversaires. C'est en ce sens qu'il est hasardeux de provoquer une dynamique d'escalade qui quitte le terrain du débat politique policé, pour retenir les menaces de rétorsion ou l'usage de la force.